

Accablée de dettes (se montant à + 93% de son PIB, soit 1.830 milliards de francs ; ajouter 100 milliards de francs de réquisitions + 700 milliards de francs supportés pour les frais d'occupation)...

meurtrie par les destructions (2,1 M de bâtiments endommagés, 462.000 détruits, 3.700 km de voies ferrées à reconstruire, 8.700 ponts, ... et une production industrielle à 40% // niveau de 1939)...

et par l'occupation (1M de Français envoyés au STO, 600.000 morts dont 240.000 civils)...

la France est un pays à genoux en 1944. Par ailleurs, **le pays commence à affronter la décolonisation** (8 mai 1945, répression et massacre de Sétif). Les USA projetaient même de mettre la France sous tutelle.

Le Gouvernement Provisoire de la République française va toutefois relancer la machine économique du pays, en tentant de reconstruire un État de droit et qui réponde aux aspirations nouvelles de la société.

Depuis 1946, la France a-t-elle été capable de se réformer et de gouverner, en rapport avec les demandes de sa société ? La République est-elle aujourd'hui un projet collectif et un système de valeurs plus partagé et plus stable ?

NB: Le terme "gaullien" fait référence à la personnalité du Général DG, à ses postures verbales (une "langue gaullienne") et gestuelles, à son tempérament ; le terme de "gaulliste" renvoie lui aux conceptions politiques, au corpus idéologique du Général, dont les accents irriguent parfois encore la vie politique française.

I. Une gouvernance républicaine à réinventer mais qui rejoue la partition de la III^e République.

A. Le passage à la IV^e République :

→ Le projet de Ch. DG :

- Régime présidentiel > régime des partis, coupables de la débâcle et du vote des pleins PV à Pétain (10 juillet 1940 à Vichy) par 569 voix sur 649 députés et sénateurs présents.
- Restaurer l'autorité de l'État : le GRPF s'impose dès que Paris est libérée ; CDG s'appuie sur les forces de la résistance et sillonne la France ; la Haute Cour de Justice met fin aux exactions et à l'épuration
- Réformer la France : droit de vote accordé aux femmes ; naissance de l'ENA

→ Les résistances et l'échec du projet gaullien :

- Les partis ne veulent pas perdre leur pouvoir : système électoral favorisant les petits partis (« scrutin proportionnel »)
- Le message ambigu du référendum du 21 octobre 1945 :
Question 1 : les Français veulent établir une nouvelle constitution et changer de République. MAIS
Question 2 : ils élisent majoritairement des partis favorables au parlementarisme : PCF, SFIO (socialistes) et MRP (Mvt Républicain Populaire, càd les démocrates-chrétiens du centre)
→ CDG n'a pas de marge de manœuvre et doit « cohabiter » avec une assemblée constitutionnelle adverse à sa thèse (présidentialisme) ; il démissionne le 20 janvier 1946

→ Le premier échec et retrait de De Gaulle de la vie politique :

- Le discours de Bayeux, 16 juin 1946 : vidéo
- Octobre 1946 : la nouvelle constitution est votée ; retour au « régime des partis » officialisé
- Malgré la « traversée du désert », poursuite des idées gaullistes = CDG lance la fondation du RPF (Rassemblement Pour la France) en 1947...
- Le tripartisme s'impose au Parlement : PCF, SFIO et MRP alliés pour voter les lois j→ novembre 1946...

B. Les réalisations de la IV^e République :

→ Une approche économique originale : mélange de keynésianisme dans le libéralisme américain. Repousse l'idée de récupérer la totalité des réparations que doit l'Allemagne ; relance immédiate de l'appareil productif. Philosophie régulatrice : Sécurité sociale (ordonnances gouvernementales de 1945), Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti, Comité d'entreprise (> 50 salariés) ; 3^e semaine de congés payés en 1956.

→ La reconstruction du pays : lancement de la « bataille du charbon et de l'énergie » est le signal de la relance économique. Charbonnages, gaz et électricité (EDF et GDF), transports aériens, crédit et assurances (groupes bancaires) : les chantiers sont nombreux. Le premier *Plan de modernisation* est lancé de 1947 à 1952 pour reconstruire (urbanisme, infrastructures, énergie). Le second Plan lance les aménagements territoriaux (ex. lancement des grands axes autoroutiers).

→ La promotion de l'innovation et de la nouveauté. Modernisation de l'agriculture (remembrements, mécanisation et élevages hors-sol), de l'aéronautique (la Caravelle, ancêtre du Concorde). Epoque du rock n'roll et des « yéyés » (Bardot, Halliday, Mitchell ; C. François dès 1958). Retour de la liberté et nouveautés dans la presse : *Le Monde*, *Libération*, *Elle*, *Salut les Copains*. 1^{er} Livre de Poche publié en 1953 (Koenigsmark, de Pierre Benoit). Démocratisation et rajeunissement de la culture. La société se tertiarise et s'urbanise... La IV^e a accompagné la rapide mutation culturelle de la France.

C. La mise en échec de la gouvernance des partis :

→ Le conflit idéologique mondial et ses effets sur la gouvernance :

- Le paradoxe communiste : 1^{er} parti (PCF) a pour allié l'URSS, alors que la GF s'annonce et que les pays européens orientaux sont annexés et privés de démocratie ; le positionnement idéologique et politique du PCF pose problème au plan moral (parti de gouvernement, d'opposition ou adversaire à la République ?)
- Les conflits sociaux deviennent sanglants en 1947 : débutent à la régie Renault, puis s'étendent à 3 M de grévistes (Citroën, SNCF, Michelin, ...) ; > 23 millions de journées de travail perdues. Division au sein de la CGT (procommuniste) → scission donnant naissance à CGT (Benoît Frachon) et à CGT-F.O. (Léon Jouhaux).
- La fin du tripartisme : le PCF est au gouvernement et aux côtés des salariés (augmentations de salaire revendiquées) ; il refuse de voter les crédits de guerre pour l'Indochine et soutient Ho Chi Minh. Les députés communistes refusent la confiance au gvt (motion de censure) en mai 1947 ; en csq, le Président du Conseil, Paul Ramadier, révoque les 5 ministres communistes.
 - La majorité devient plus instable et la faiblesse du régime d'assemblée devient patente.

→ L'incapacité à gouverner dans la stabilité et à décoloniser :

- Les partis de coalition (SFIO et centristes) ont des points communs (démocratie, alliance privilégiée avec USA / OTAN 1949), ouverture européenne, lutte contre les indépendances coloniales) mais divergent sur la politique économique (Libéralisme économique ou État-Providence ? Rigueur budgétaire ou dépenses ?) → Nombreuses crises ministérielles, rotation incessante des gvts (cf. photocopié / synthèse).
- Une gestion inepte des soubresauts indépendantistes : 1946 à 1954, défaite en Indochine ; la République apparaît incapable de gérer les décisions depuis Paris ; les gouverneurs (ex. Hautecloque en Tunisie) répriment ou prennent des initiatives sans que le Parlement ait la connaissance et le contrôle de la situation
- La crise algérienne et la fin de l'État : déclenchement de la Toussaint Rouge (1^{er} nov. 1954) ; l'Algérie, colonie de peuplement, aux enjeux pétroliers et humains (1M de Pieds Noirs // 9 M d'Algériens) ; fondation du Comité de Salut Public (par Général Salan) le 14 mai 1958 (au lendemain de la manifestation à Alger) ; cela invalide le pouvoir parisien, car Alger impose la vision des partisans de l'ALG française, tandis que Pflimlin, favorable aux négociations, devait être élu Prsdt du Conseil.

→ Le retour de CDG au pouvoir :

- Un coup de force, mais pas un coup d'État : appel de Salan à DG le 15 mai 1958 ; CDG retiré à Colombey depuis 1953, réagit par voie médiatique ; il ne désavoue pas les activistes d'Alger mais rejette le débarquement des paras sur Paris
- « J'ai entamé le processus régulier » pour devenir Président du Conseil déclare-t-il : CDG force le Prsdt de la Rép. (René Coty) à faire appel à lui ; investi le 1^{er} juin comme *dernier* Prsdt du Conseil de la IV^e. Dans le chaos généralisé, l'Assemblée lui octroie les pleins PV pendant 6 mois, afin de régler la crise algérienne et d'élaborer une nouvelle constitution.
- F. Mitterrand et Pierre Mendès-France dénoncent un « coup d'État militaire » ; ils participent à la manifestation qui à Paris dénonce une mainmise forcée sur les institutions et une personnalisation du pouvoir.

II. Une gouvernance républicaine de synthèse : la V^e République de De Gaulle et de Pompidou

A. Un contexte favorable et des initiatives audacieuses :

→ La sortie du guêpier algérien :

- Un militaire parlant à des militaires : une situation initiale de confiance
- Une négociation avérée pour aboutir à un départ (accords d'Evian et référendum, le 18 mars 1962)
- Une fin chaotique : la surenchère de l'OAS (des milliers d'attentats, plus de 1.800 morts), la fuite de 1M de Pieds Noirs (« la valise ou le cercueil »), les massacres de Pieds Noirs par le FLN (2.000 à Oran le 2 juillet 1962, > 4.800 en tout), plus de 150.000 harkis massacrés par le FLN, l'attentat du Petit-Clamart (22 août 1962)

→ Une présidence d'un genre nouveau :

- Un président de rassemblement : analyse affiche campagne référendaire du 28 septembre 1958
- La consolidation du régime : analyse des institutions (photocopié)
- Un président actif dans les affaires internationales : processus de décolonisation en Afrique sub-saharienne (loi constitutionnelle de 1960 : coopération entre pays souverains, pour maintenir l'influence française dans l'ancienne Communauté), représentation de la voix de la France (force de frappe nucléaire indépendante, 1960) (retrait du commandement intégré de l'OTAN, 1966) (discours Phnom Penh, 1966) (« Québec libre », 1967)

B. Les héritiers de la Vè République gaullienne : la gaullisme survit à son fondateur

→ Georges Pompidou : l'ouverture dans la continuité (1969-74)

- Un président transpartisan. Volonté de demeurer au-dessus des partis. « Pompidolisme » = héritage. Poursuite des idées gaullistes ; ex. sous gvt Pierre Mesmer (1972-1974) : 13 centrales nucléaires planifiées
- Un gouvernement interventionniste et libéral : 1^{er} ministre Jacques Chaban-Delmas (1969-72), « Nouvelle Société » = libéralisation progressive ORTF, SMIC, loi sur l'actionnariat ouvrier chez Renault, Centre Pompidou ; pratique référendaire (1972 : R-U, Irlande, Norvège et Danemark intégrés à CEE), droit à la formation permanente
- Des pratiques différentes : entrée du R-U dans l'UE (1973), grâce accordée à Paul Touvier (chef Milice lyonnaise), démission de Chaban-Delmas, jugé trop progressiste = virage conservateur

→ Valéry Giscard d'Estaing : l'aristocrate-président.

- **Un président non gaulliste mais de synthèse** : vainqueur de Mitterrand au second tour de 400.000 voix ; nomme le gaulliste J. Chirac 1^{er} ministre (1974-1976) qui enclenche un libéralisme réformateur (majorité à 18 ans, lois Weil contraception et avortement, simplification du divorce, minimum vieillesse augmenté, allocations chômage, loi Haby de 1975 sur le « collège pour tous » ~ collège unique et généralisation de la mixité ~).
- **Un président innovant** : doué pour la communication politique (sportif, assurance à l'écran), intègre l'idée des duels télévisés en direct ; virage libéral en 1976 (gvt Raymond Barre) pour rétablir les gds équilibres financiers ; mais le chômage progresse (420.000 en 1974, 2M en 1981)

C. Crises et Vè république naissante :

→ **1968 : crise de régime.** Crise étudiante (Nanterre, Sorbonne) → crise sociale généralisée (grève du 28 mai avec 45% pop. active) → crise politique (vacance du pouvoir le 29 mai, de Gaulle à Baden-Baden)

→ **Le conflit idéologique mondial et ses effets sur la gouvernance** : la guerre du Vietnam amène les USA à mettre fin au dollar-étalon (*Nixon Shock*). La guerre du Kippour entraîne la réaction de l'OPEP et le choc pétrolier de 1973.

→ Economies occidentales durement impactées : inflation, apparition chômage structurel.

III. Une gouvernance républicaine d'alternance

A. Une autre gestion de l'héritage gaulliste :

→ La gauche au PV entre 1981 et 1995.

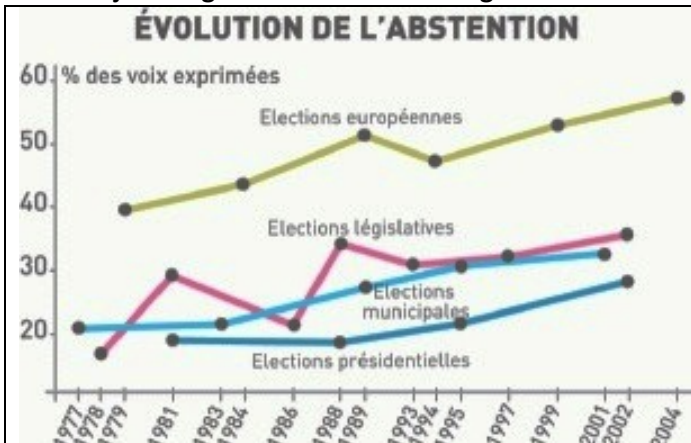
- « Changer la vie » : Mitterrand élu ; gvt Mauroy = abolition peine de \dagger ; libéralisat° secteur audiovisuel (radios libres) ; lois Auroux (droit travailleurs) ; semaine de W à 39h ; 5^e semaine congés payés ; retraites à 60 ans ; allocations augmentées ; nationalisations qui doublent effectifs de la fct publique ; décentralisation accroît PV des régions
- Retour à la rigueur et au libéralisme : la π choisie jusqu'en 1982 est impopulaire (augmentation consommation) ; le déficit de la balance commerciale creuse le budget. Franc dévalué à trois reprises... π de rigueur = blocage des salaires ; privatisation TF1 (1984) ; Fabius ministre Economie réhabilite le profit et la culture d'entreprise.

→ La pratique républicaine de l'alternance et de la cohabitation.

- 1981-88 et 1988-95 : Mitterrand _ 1995 – 2002 et 2002-2007 : Chirac _ 2007-2012 : Sarkozy _ 2012-17 : Hollande.
- Cohabitations : 1986 (gvt Chirac sous Mitterrand), 1993 (gvt Balladur sous Mitterrand), 1997 (gvt Jospin sous Chirac). = prouve la solidité du système dyarchique (« petites alternances ») et la vulnérabilité du 1^{er} ministre

B. La crise du politique :

→ Le rejet des gouvernements et des gouvernances administratives :



- L'abstention en hausse permanente. Traduction d'une désaffection citoyenne / civique.
- La persistance des affaires : le *modèle* J. Cahuzac (ministre du budget maquillant ses comptes en Suisse)
- Les réformes permanentes : un travail de cabinets et de ministères. Ex. Réformes Ed° Nationale continuent de ministères en ministères (autonomie des chefs d'établissements, redéfinition des statuts et missions, coupes budgétaires). Depuis 1946, les écoles spécialisées (ENA, Sciences Po, Polytechnique) trustent les ministères et les grandes entreprises. L'idée d'une promotion par les réseaux engendre un rejet des « élites » administratives.

→ **La poussée du populisme et le déclin des valeurs collectives :**

- Fondation du FN en 1972 (JMLP, fils spirituel de la droite poujadiste des années 1960) : déçus de l'Algérie perdue, revanchards du pétainisme, hostiles au jacobinisme et à l'ouverture européenne ; parti des *petites gens* (petits artisans non intégrés aux trente Glorieuses)
- 1984 : 11% voix au FN aux élections européennes ; 21 avril 2002, JMLP au 2nd tour (éclatement des candidatures).
- 2010' : sursauts républicains tendent à s'étioler ; le FN est *normalisé* par Marine LP. Programme : alternative politique ; vote contestataire ; préférence nationale, rejet des immigrés, scrutin proportionnel (régime des mandats locaux)
- 2015 : pas d'unanimité « Je suis Charlie » ; révèle des conceptions distinctes voire contradictoires des libertés civiles

C. Quelles gouvernances présidentielles ?

→ **Des formes contradictoires dans la pratique présidentielle :**

- L'activisme de N. Sarkozy : vulnérabilisation de la fct présidentielle (confusion vie privée / vie publique)
- La politique libérale de F. Hollande : au pouvoir, le gvt par les idées du centre

→ **Les enjeux de la gouvernance présidentielle :**

- La lisibilité de l'élection : augmentation du nombre de candidats (en 1981 ; en 2012) et éparpillement des votes comme des projets
- Un régime des partis présidentiels : les partis sont certes des lieux de débats, mais aussi des écuries présidentielles ; aucun candidat sans assise partisane (Sarkozy reprend la tête de l'UMP en 2014 pour préparer 2017)
- De la sacralité à la déchéance : conception gaulliste faisait du Prsdt une fct inviolable, détachée du tumulte, protégée par le fusible de la dyarchie ; posture mise à mal par la banalisation de l'homme au PV (recours aux médias incessants sous N. Sarkozy, vies privées étalées au grand jour, de gré ou de force). Records d'impopularité : un effet de la gouvernance trop directe.

Conclusion

Passage d'une gouvernance régulatrice (Etat renforcé, parlementaire puis présidentiel) à une gouvernance diversifiée (réformisme plus structurant que orientations politiques des candidats, poids du supranationalisme et de la mondialisation).

La gouvernance de l'Etat français a été stabilisée par la Vè République, mais le modèle politique semble déserté par les électeurs, plus passifs et désabusés. Les réactions politiques (web, événementielles) l'emportent sur des engagements dans la durée : démocratie d'opinion et des forums numériques.

La participation détournée sur les réseaux sociaux traduit-elle un manque de démocratie participative ? L'évolution vers les grandes régions de la politique de décentralisation peut-elle relancer la vie démocratique, en phase avec des gouvernances locales mieux représentatives ?